



République Centrafricaine

Unité - Dignité - Travail

Modèle de rapport d'achèvement du participant national REDD+ pour le Fonds de préparation du FCPF

Date de soumission : 21/04/2022

À propos de ce modèle

Les accords de subvention du Fonds de préparation du FCPF avec la Banque mondiale exigent que les bénéficiaires de la subvention préparent et fournissent à la Banque mondiale un rapport d'achèvement conformément aux dispositions de la section 2.06(b) (ii) des conditions standard, au plus tard six (6) mois après la date de clôture de la subvention. Les pays REDD+ participants qui ont conclu un accord de subvention avec la Banque mondiale doivent préparer le rapport d'achèvement en utilisant ce modèle, et le soumettre aux équipes de travail de la Banque mondiale au plus tard six

Nom du projet	Préparation à la REDD+ de la République centrafricaine
Pays	République centrafricaine
Agence de mise en œuvre	Gouvernement de la RCA
Objectifs de la subvention	La préparation de la préparation à la REDD+ a accordé des financements pour plusieurs des principales composantes du R-PP afin d'assurer un niveau de préparation de base à la REDD+.
Montant initial (US\$)	3,800,000
Montant révisé (US\$)	N/A
Montant réel déboursé (US\$)	3,034,402.16
Date d'entrée en vigueur	4/20/2017
Date de clôture initiale	
Date de clôture effective	9/30/2021

1. Résultat global et sa durabilité

Le résultat global était de permettre au pays d'être prêt pour le programme REDD+ afin qu'il soit en mesure d'accepter d'autres financements. Les fonds ont été consacrés à un certain nombre d'études et de consultations communautaires. La composante 1 consistait à mettre en place le soutien aux structures de consultation et de gouvernance pour une stratégie nationale REDD+. Un soutien a également été apporté pour développer un mécanisme de retour d'information et de réclamation. La composante s'est concentrée sur la préparation d'une stratégie REDD+ à travers une série de travaux analytiques stratégiques - d'abord l'analyse des différentes options pour s'attaquer aux facteurs de déforestation et de dégradation des forêts, le développement d'un cadre de gestion environnementale et sociale adapté à REDD+ et le développement d'un niveau national de référence des émissions (NRE). Le résultat de développement qui consistait à préparer le pays à REDD+ a été atteint, puisque toutes ces études ont finalement été achevées.

Les résultats peuvent être maintenus, notamment si un soutien supplémentaire venait à être apporté pour mettre réellement en place des activités de lutte contre le changement climatique. Pour l'instant, ce ne sont que des études qui resteront sur une étagère poussiéreuse sans être mises en œuvre.

Cette section présente la réalisation globale des objectifs de la subvention et un plan conçu pour assurer la durabilité des réalisations du projet.

2. Résultat de chaque activité de la subvention de préparation

La Stratégie Nationale REDD+ de la République Centrafricaine a été formulée pour s'attaquer aux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts. La stratégie REDD+ a été lancée suite à la signature en avril 2017 d'un Grants entre le gouvernement Centrafricain et la Banque Mondiale.

La stratégie nationale REDD+ de la RCA a pour vision de servir de guide et de cadre pour réaliser la REDD+ de manière bien coordonnée en poursuivant un large éventail d'actions pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts au niveau du paysage. . Les mesures de la stratégie visent à lutter contre les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts liés aux chaînes de production et d'approvisionnement des principaux produits de base et définis par des limites écologiques claires.

A) Sous-composante 1.1 : Soutien aux structures de gouvernance pour le développement de la stratégie nationale REDD+ (600 000). Cette activité a fourni des ressources pour la tenue de sessions régulières du Comité national REDD+ présidé par le ministère de la Planification, de l'Économie et de la Coopération internationale (MEPCI), des comités inter-préfectoraux au niveau infranational, et le renforcement des fonctions financières et techniques de l'agence de coordination technique REDD+. Cette activité a soutenu le recrutement de consultants techniques, de consultants en gestion fiduciaire et l'acquisition de biens et de matériels pour permettre le bon fonctionnement de la CT REDD+. L'activité a également soutenu les audits et le suivi et l'évaluation de la subvention.

B) Sous-composante 1.2 Soutien aux processus de consultation et de participation (500 000) - ce financement a été utilisé pour le soutien à la coordination et à la mise en œuvre du processus de préparation à la REDD+, y compris l'opérationnalisation et le fonctionnement de l'agence de coordination technique de la REDD+, l'embauche de personnel, les coûts de fonctionnement, etc. ainsi que les coûts liés à la tenue de sessions régulières du Comité national REDD+ présidé par le Ministère de la planification, de l'économie et des affaires internationales.

Le gouvernement a impliqué les sociétés civiles comme la GDRNE et RPALCA pour la mise en œuvre de cette composante. Des missions de consultation dans l'arrière-pays ont été organisées par la GDRNE et une autre mission a été organisée par le REPALCA à l'endroit des peuples autochtones et les communautés locales.

C) Sous-composante 1.3 : Appui au développement d'un mécanisme de retour d'information et de redressement des griefs (200 000). La partie consultative de l'évaluation stratégique environnementale et sociale (SESA) a été développée tardivement en raison de Covid et n'a pas été aussi étendue qu'elle l'aurait été autrement. Néanmoins, quelques réunions avec les parties prenantes ont été organisées et un mécanisme de réclamation a été mis en place, bien que très tard dans le processus. On espère que cela permettra de traiter les griefs qui pourraient survenir et de jeter les bases de futurs investissements forestiers.

D) Sous-composante 2.1 : Analyse des options stratégiques pour s'attaquer aux facteurs de déforestation et de dégradation des forêts (1.3M)- Cette étude est terminée - une évaluation a été faite des facteurs de dégradation et de déforestation en RCA et l'étude a souligné les différentes options. L'étude vise à informer la stratégie nationale REDD+ et à améliorer la dynamique du développement des activités agricoles et d'élevage et à comprendre les pressions telles que l'exploitation minière et le bois de chauffage qui menacent les forêts.

Dans le cadre de la mise œuvre de cette activité, le registre REDD+ ainsi que le système d'information et de suivi n'ont pas été développés.

La stratégie nationale REDD+ de la RCA est bien alignée sur les principales stratégies et politiques nationales de développement à savoir le RCPCA. En raison du lien étroit entre la stratégie REDD+ et la CDN Révisée de la RCA, Les ambitions de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la CDN révisée sont, en valeur relative, plus importantes par rapport à la précédente (24,28% d'ici 2030 par rapport au scénario tendanciel, contre 5% pour la première CDN). En valeur absolue, cette réduction est moins importante : elle est de 4 284,42 GgeCO₂ contre 5 500 GgeCO₂ pour la première CDN.

E) Sous-composante 2.2 : Développement d'un cadre de gestion environnementale et sociale adapté à REDD+ (0.7M). Cette étude a également été retardée et n'a pas été livrée avant la fin de la troisième extension, en partie à cause de Covid et aussi du processus contractuel avec le cabinet qui a effectué ce travail. Les consultations ont

été faites en personne mais avec la participation en ligne de la société de conseil. Là encore, les consultations n'ont pas été aussi étendues que prévu, mais des efforts ont été faits pour inclure un large éventail de parties prenantes.

Le CGES fournit des lignes directrices pour atténuer tous les impacts négatifs anticipés de la mise en œuvre de la REDD+, avec les indicateurs nécessaires pour le suivi. Le CGES développé dans le cadre du processus SESA a été adapté au domaine du programme de réduction des émissions et a servi de base à l'élaboration d'instruments de sauvegarde pour le programme de réduction des émissions. Cette activité a pris en compte les données de SESA pour le projet PGRN et les expériences résultantes du projet PDRSO.

F) Sous-composante 2.3 : Appui au développement d'un niveau d'émission de référence national (REL) (0,5M). Cette étude a été achevée avec succès.

Lors de l'établissement de niveau de référence des forêts, une définition de forêts propre à la RCA avait été donnée. Le niveau de référence a été établi et les problèmes d'évaluation de l'exactitude et de détection des changements sont en cours de résolution.

La conception du SNSF, qui est conforme aux dernières directives internationales et aux normes GIEC/CCNUCC, permettra au gouvernement Centrafricain de mesurer la déforestation, la dégradation et l'augmentation des stocks de carbone.

Des rôles et des responsabilités clairs ont été convenus concernant l'opérationnalisation du FNS. Le FNS n'est pas encore pleinement opérationnel et testé pour le premier suivi, et est étroitement lié à la construction du REL

G) Tous les principaux éléments livrables et le rapport ont finalement été achevés à la fin de l'extension de 3 .rd

1. Les leçons apprises

Plusieurs enseignements ont été tirés de la mise en œuvre des activités de préparation. Ils comprennent les éléments suivants :

- a) Lors de la phase préparatoire de la REDD+, l'engagement participatif multipartite tout au long du processus de préparation à la REDD+ est d'une importance cruciale. La structure multisectorielle du Groupe de Travail technique mise en place a été des plus utiles et a soutenu l'élaboration de cette stratégie Nationale REDD+.
- b) La création des Comités inter préfectoraux a fourni des orientations techniques aux travaux de l'UGP.

- c) Les efforts de coordination du gouvernement avec d'autres non gouvernementales comme GDRNE et REPALCA pour la mise en œuvre de la composante 1 b et 1c a été une très bonne expérience pour le gouvernement.
- d) Il est nécessaire d'améliorer la communication, en particulier au niveau communautaire pour assurer la création de synergies entre les activités liées à la REDD+. Il est nécessaire de gérer la communication d'informations sur les avantages potentiels afin que les parties prenantes ne soient pas trop exigeantes, en particulier sur les avantages liés au carbone de la REDD+ et la réduction des émissions.
- e) La formation continue et le renforcement des capacités des parties prenantes, y compris les dirigeants communautaires, les agriculteurs, les groupes d'agriculteurs et le secteur privé sur l'application des instruments de sauvegarde sont utiles pour la durabilité.
- f) La communication et l'importance des avantages non liés au carbone ont été utiles et utiles au cours de la conception du programme de réduction des émissions et cela doit continuer avec un accent particulier sur ces avantages pour la gestion durable du paysage et pour gérer les attentes des paiements de carbone.
- g) La manière la plus efficace de mettre en œuvre des activités pour résoudre le problème de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les différentes zones écologiques est d'adopter les approches infranationales de gestion des paysages.
- h) Le gouvernement n'a pas pu mettre en place un registre REDD+.
- i) Le SIS n'a pas pu être mis en place.

2. Coût du projet par activité de la subvention de préparation

Activités	Montant à l'approbation (US\$)	Réel à la clôture du projet (US\$)	Pourcentage d'approbation
Activité 1	1.3	1.3	100
Activité 2	2.5	1,734,402.16	70

Igor Gildas TOLA KOGADOU